



2015 - UNE ANNÉE EN REVUE

ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION AGRICOLE



« *Renforcer le
développement agricole
et rural dans les pays
d'Afrique, des Caraïbes
et du Pacifique... »*

Table des matières

Message du directeur

Page 5

Notre nouvelle stratégie

Page 7

Focus - Chefs et producteurs, le couple idéal ?

Page 34

Focus – Évaluation et résultats du CTA

Page 35

Ressources

Page 36

Témoignages

Page 38



©FAO/Olivier Asselin

CHAPITRE 1

MARCHÉS ET CHAÎNES DE VALEUR

- *Un Forum agroalimentaire tourné vers l'avenir*
- *Favoriser le commerce régional en Afrique*

Page 8



© Damian Prestidge/CTA

CHAPITRE 2

TIC ET INNOVATIONS

- *Mettre en valeur l'innovation et le talent des jeunes*
- *ICT4AG : déterminer les meilleures pratiques*
- *Une meilleure production grâce aux données satellitaires*

Page 14



© CTA

CHAPITRE 3

GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION

- *Tirer le meilleur parti des données*
- *Le magazine Spore se métamorphose*

Page 21



© CTA

CHAPITRE 4

PROCESSUS POLITIQUES

- *À la recherche de solutions intelligentes face au climat*
- *Lier production, consommation et bonne nutrition*
- *Connecter producteurs alimentaires et marchés touristiques*

Page 27

↓ Marché aux poissons dans les îles Salomon



© Filip Milovac/WorldFish

↓ Production de lait chez un petit producteur à Magoye (Zambie)



© Ulrich Doering / Alamy Stock Photo

↓ Récolte de haricots



© Neil Palmer/CIAT

↓ Coupeur dans une exploitation d'ananas



© Rob Maccoll/AusAID



COORDINATION

Stéphane Gambier
Anne Legroscolard

RÉDACTION

Charlie Pye-Smith

RELECTURE

Carole Salas

GRAPHISME

Stéphanie Leroy

MISE EN PAGE

Flame Design

TRADUCTION

Atelier Création Graphique sprl

IMPRESSION

Pure Impression

CTA 2016 – ISBN

978-92-9081-606-5

FAÇONNER NOTRE AVENIR

Le CTA a conçu un nouveau plan stratégique pour guider son travail jusqu'en 2020. *Semer l'innovation, récolter la prospérité* se base sur les succès reconnus par une évaluation externe indépendante de l'organisation commandée par la Commission européenne et le Secrétariat ACP.

L'évaluation a conclu que le travail du CTA revêt une importance considérable dans le cadre de l'Accord de Cotonou avec les pays ACP. Elle souligne que l'approche de ces dernières années (l'adoption de partenariats moins nombreux mais de plus grande ampleur et le travail par l'intermédiaire d'organisations régionales) a contribué à augmenter l'importance et l'impact du Centre.

La nouvelle stratégie se basera sur ces points forts. Parallèlement, l'accent sera davantage mis sur le soutien à apporter au développement de l'agro-industrie, à une agriculture intelligente face au climat, et sur la promotion de systèmes agroalimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels. La stratégie dit aussi clairement que l'avenir appartient aux jeunes de moins de 30 ans, lesquels représentent plus de la moitié de la population dans les pays ACP.

Le CTA et ses partenaires ont organisé un Forum agroalimentaire Caraïbes-Pacifique constructif qui portait sur la promotion de l'engagement du secteur privé et des organisations paysannes à transformer l'agriculture dans la région. Des ateliers couvrant des thèmes comme le développement des chaînes de valeur, l'agritourisme, les TIC, la jeunesse et l'agriculture et le financement de l'agriculture ont permis aux participants d'en savoir plus sur des innovations prometteuses et de partager leurs expériences. Le CTA joue un rôle unique en tant qu'organisation qui promeut l'apprentissage transversal entre les pays ACP. Et le Forum a rassemblé des personnes issues des Caraïbes, du Pacifique et de l'Océan Indien disposant d'une expertise dans de nombreuses disciplines. Cette publication vous permettra d'en savoir plus sur cet événement et d'autres impliquant le CTA.

Enfin, nous avons obtenu de nouvelles sources de financement : des subventions octroyées par concours nous permettant de développer notre travail et d'appuyer nos partenaires pour davantage de résultats et d'impact.

Michael Hailu

79 787

(co)publications ont été diffusées

CHIFFRES CLÉS POUR 2015

225

événements ont été organisés ou co-organisés par le CTA, ou se sont déroulés en présence du Centre ; 36 pour cent des participants invités à ces réunions étaient des femmes, et 38 pour cent avaient entre 18 et 35 ans

115

reportages sur le Forum agroalimentaire Caraïbes-Pacifique ont été publiés ou diffusés par 23 journalistes et médias

549

personnes ont participé à la formation sur le changement climatique ou aux forums de consultation organisés/co-organisés par le CTA, dont 28 pour cent de femmes

317

participants issus de 37 pays et de 110 organisations ont participé au Forum agroalimentaire Caraïbes-Pacifique organisé à la Barbade

17 078

membres de la communauté de pratiques sur les réseaux sociaux lancée par le CTA

13

ateliers nationaux sur la « Création d'une base de données sur le lien entre agriculture et nutrition » ont été organisés dans 8 pays en Afrique, 2 dans le Pacifique, et 3 dans les Caraïbes

513

« re-tweets », 83 téléchargements, 269 « J'aime » et 30 231 impressions ont été enregistrés en l'espace d'une semaine, lors des événements du CTA organisés dans le cadre de la COP21

41 780

publications ont été téléchargées depuis le site CTA Éditions

350 000

agriculteurs ougandais bénéficieront de subventions octroyées par un consortium dirigé par le CTA dans l'objectif d'améliorer la maîtrise des TIC ainsi que les services de vulgarisation

NOTRE NOUVELLE STRATÉGIE

Semer l'innovation, récolter la prospérité – le plan stratégique 2016-2020 du CTA définit la direction que prendra l'organisation dans les cinq prochaines années. Pour Michael Hailu, Directeur du CTA, « Il ne représente pas un changement radical par rapport à ce que nous faisons depuis quelques années, mais il apporte quand même quelques modifications importantes à la façon dont nous travaillerons. »

Le CTA a trois objectifs stratégiques. Le premier est le développement de chaînes de valeur rentables pour les petits producteurs. Le deuxième est le développement et la mise en œuvre de politiques agricoles et de cadres réglementaires incitatifs. Le troisième objectif consiste à améliorer la capacité en gestion des connaissances à tous les niveaux.

La nouvelle stratégie définit une série de thèmes transversaux. Associés aux Plans d'action régionaux récemment publiés, ils fournissent un cadre à l'engagement du CTA envers ses partenaires. Citons parmi ces thèmes l'agriculture intelligente face au climat, le soutien d'un développement de l'agro-industrie, et la promotion de pratiques agricoles sensibles aux enjeux nutritionnels.

Le plan stratégique 2011-2015 du CTA a commencé à aborder les problèmes sous-jacents qui empêchent de nombreux petits producteurs de profiter de la croissance économique mondiale. Le nouveau plan intensifiera les efforts dans ce sens. Le CTA reconnaît qu'il cherche plutôt à travailler avec des organisations et des réseaux de partenaires qui servent les producteurs directement, comme les

coopératives agricoles. Ils seront donc les bénéficiaires directs des activités du CTA, et c'est par leur intermédiaire que le CTA aura un impact sur les petits producteurs.

Le CTA a également décidé qu'il s'investira davantage dans des partenariats plus importants. Pour ne citer qu'un exemple, en 2015, le CTA a créé un consortium en réponse à un appel à propositions émanant de l'Agence néerlandaise des programmes aérospatiaux (NSO). Le consortium, un partenariat public-privé regroupant sept partenaires, gère un projet qui utilisera les données obtenues par satellite pour améliorer la productivité des petits producteurs. Sur une période de trois ans, il bénéficiera à 350 000 producteurs et augmentera la productivité de 20 pour cent ou plus (Voir page 18). ■

CHAPITRE 1

MARCHÉS ET CHAÎNES DE VALEUR

Le Forum agroalimentaire Caraïbes-Pacifique 2015 (CPAF 15) portait sur une grande partie des interventions prioritaires du CTA pour ces régions. L'accent a été mis sur l'impact attendu. En Afrique, le CTA a toujours favorisé le commerce intrarégional, et nous avons joué un rôle prépondérant dans deux conférences importantes, en Guinée équatoriale et au Rwanda.

UN FORUM AGROALIMENTAIRE TOURNÉ VERS L'AVENIR

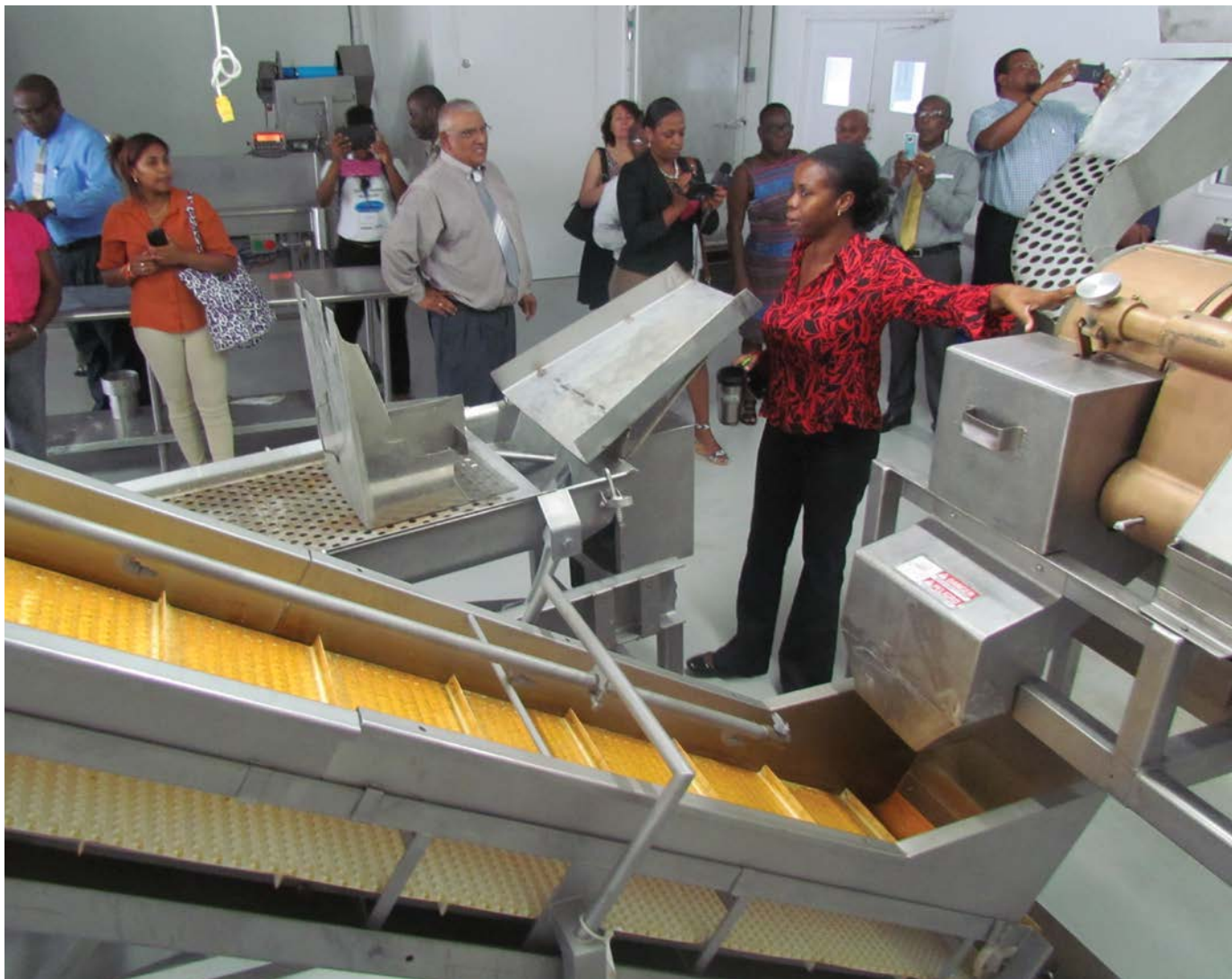
« **D**ans le passé, le CTA avait une approche fragmentée des Caraïbes, avec de nombreux projets différents n'ayant aucun lien entre eux », affirme Juan Cheaz, qui coordonne les activités du CTA dans la région. « Mais nous avons commencé à changer cela et voulons consolider une approche plus intégrée. »

Le Plan d'activité régional du CTA pour les Caraïbes définit deux domaines de travail principaux : développer des chaînes de valeur agricoles et des liens commerciaux durables ; et créer des systèmes alimentaires résilients au climat et sensibles aux enjeux nutritionnels. Le Forum agroalimentaire Caraïbes-Pacifique 2015 portait sur les interventions prioritaires du CTA dans la

région. Organisé par le CTA, le Programme de politique agricole intra-ACP, l'Institut inter-américain pour la coopération sur l'agriculture (IICA) et la Barbados Agricultural Society, le Forum a attiré plus de 300 personnes de 37 pays et 110 organisations.

Au cours des trois premiers jours, huit ateliers organisés en parallèle ont couvert des

↓ Les experts des Caraïbes et du Pacifique ont participé à des journées d'apprentissage, acquérant ainsi des connaissances sur des questions alimentaires spécifiques



#1 MARCHÉS ET CHÂÎNES DE VALEUR

thèmes allant du développement des chaînes de valeur et des TIC aux médias sociaux, à l'analyse politique et au lien entre l'agriculture et la nutrition. L'objectif commun était le développement durable des chaînes de valeur et de l'industrie agroalimentaire. Le Forum a également offert la possibilité aux petits groupes des Caraïbes et du Pacifique de travailler en réseau.

Une grande partie des participants aux ateliers a également pris part au 2^{ème} Forum agroalimentaire Caraïbes-Pacifique sur le renforcement du secteur agroalimentaire et l'expansion des marchés. Comme lors du 1^{er} Forum agroalimentaire organisé à la Grenade en 2014, l'accent a été fortement mis sur l'agritourisme, un moyen de resserrer les liens entre les producteurs et l'industrie touristique afin de réduire la facture des importations de nourriture, et d'encourager le développement des marchés locaux.

« Le CTA joue un rôle unique en tant qu'organisation qui soutient et facilite l'apprentissage croisé entre les pays ACP, et cela représentait l'un des principaux objectifs du Forum agroalimentaire Caraïbes-Pacifique », explique Juan. La délégation d'experts du Pacifique était importante, avec notamment des décideurs politiques, des entrepreneurs, des responsables agricoles et des chercheurs, et ils en ont



Le CTA a un rôle unique en tant qu'organisation qui soutient et facilite l'apprentissage croisé entre les pays ACP. Cela représentait un des principaux objectifs du Forum agroalimentaire Caraïbes-Pacifique.

profité pour partager leurs expériences et leurs connaissances avec leurs homologues des Caraïbes. Le CTA espère avoir une activité similaire dans le Pacifique dans le cadre du Programme de politique agricole intra-ACP.

Après le Forum, deux journées d'apprentissage ont offert aux experts du Pacifique et des Caraïbes la possibilité d'acquérir de l'expérience sur des questions alimentaires spécifiques. Une des journées portait sur les normes de sécurité alimentaire à suivre pour obtenir la certification des produits et des processus ainsi qu'une santé et une nutrition de bonne qualité à Trinité-et-Tobago. L'autre journée, organisée par la récente Alliance caribéenne des chaînes de valeur, permettait aux participants d'acquérir de l'expérience dans la chaîne de

valeur des racines et des tubercules à Saint-Vincent-et-les-Grenadines et dans les Agroparcs en Jamaïque.

Pendant l'année, le CTA a participé à la création de l'Alliance caribéenne des chaînes de valeur, une plateforme ayant pour but de créer des partenariats entre le secteur privé, les organisations de producteurs, les transformateurs, et les autres parties impliquées dans la chaîne de valeur agroalimentaire. Un des principaux acteurs est la Sandal's Foundation, la branche philanthropique de Sandal's Resorts, un acteur majeur de l'industrie touristique caribéenne.

En juillet 2015, la Sandal's Foundation et le Réseau des agriculteurs caribéens (CaFAN) ont lancé un nouveau projet de trois ans dont la gestion incombe au CaFAN. Il bénéficiera directement aux 2 200 petits producteurs dans six pays des Caraïbes – Antigua, Barbade, Grenade, Jamaïque, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines – puisqu'il renforcera leur capacité à améliorer leur production, leur accès au financement, leur gestion des exploitations agricoles, et leur capacité organisationnelle. Dans ces domaines, il est difficile d'établir des liens réels entre les producteurs et le marché. L'accent est placé sur l'implication des femmes et des jeunes entrepreneurs dans le projet. ■

FAVORISER LE COMMERCE RÉGIONAL EN AFRIQUE

Le plan stratégique du CTA reconnaît que le commerce intrarégional (c'est-à-dire, le commerce entre les pays au sein d'une région) offre le genre de perspectives de croissance dont les pays ACP ont besoin. En Afrique, le commerce au sein des régions ne représente que 20 pour cent du commerce agricole total (78 pour cent dans l'UE, et 60 pour cent en Asie).

Un des principaux objectifs du Plan d'action régional du CTA pour l'Afrique centrale est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en soutenant des chaînes de valeur inclusives et intelligentes face au climat ainsi que le commerce intrarégional. Cet objectif était au cœur d'une conférence tenue en novembre 2015, en Guinée équatoriale, sur le thème « Soutenir le commerce agricole régional dans les chaînes de valeur d'ici 2025 : Malabo parle à l'Afrique. »

« La conférence nous a donné l'occasion de rencontrer de nombreuses organisations

et personnes travaillant sur les questions liées au commerce et aux chaînes de valeur en Afrique centrale », affirme Vincent Fautrel du CTA. Avant la réunion de juillet 2015, Vincent et ses collègues ont rencontré des représentants de la CEEAC à Bruxelles, et les deux organisations ont convenu de travailler en étroite collaboration dans les années à venir.

Actuellement, le commerce intrarégional en Afrique centrale est quasi insignifiant : pas plus de 2 pour cent du commerce agricole en 2010. Les chiffres reflètent une faible productivité, un manque d'infrastructures, la présence de barrières commerciales, et un manque de coopération entre les pays. Actuellement, la région importe de grandes quantités de nourriture en provenance de l'UE, des États-Unis et d'ailleurs. La conférence a convenu que stimuler le commerce intrarégional pourrait aider à réduire les importations et favoriser la production alimentaire locale.

Les délégués ont émis une série de recommandations. Parmi celles-ci figuraient les connaissances statistiques sur la production et le commerce alimentaires, la création de bourses agricoles régionales, la promotion de la diversification des exportations, et la stratégie à mettre en œuvre en vue de réduire le nombre de barrières commerciales.

« Avec l'aide de nos partenaires dans la région, nous espérons promouvoir un commerce structuré », déclare Vincent. Parmi les principaux éléments d'un commerce structuré figurent la gestion après récolte, l'entreposage dans des entrepôts certifiés, l'adoption de normes et de règles, et des systèmes de tarification transparents. Au cours des prochaines années, le CTA soutiendra les activités qui contribuent au développement des chaînes de valeur des racines et des tubercules, et plus particulièrement celles contribuant à l'amélioration de la nutrition.

#1 MARCHÉS ET CHAÎNES DE VALEUR

↓ Le CTA encourage les activités qui favorisent le développement de chaînes de valeur, en particulier celles qui se concentrent sur la nutrition



© Neil Palmer/CIAT

Le commerce structuré était l'un des principaux thèmes de discussion lors de la 6^{ème} édition du Sommet africain sur le commerce des céréales tenu au Rwanda, en octobre 2015. Le sommet, une activité phare pour le CCAE (un des plus importants partenaires régionaux du CTA), a réaffirmé l'engagement de la région à structurer le commerce des céréales et à définir un programme de travail précis pour les deux années à venir.

L'événement représentait une bonne occasion pour les secteurs privé et public de se rencontrer et discuter des questions commerciales. Un forum a également été organisé pour conclure des accords entre producteurs et transformateurs. Pendant le sommet, le CCAE a organisé des réunions avec ses homologues africains, notamment des représentants du Réseau céréalier de l'Afrique australe

et du Réseau céréalier de l'Afrique de l'Ouest, dont la participation a été soutenue par le CTA.

« Le CCAE s'est pleinement engagé à fournir des conseils et à soutenir d'autres réseaux en Afrique », affirme Vincent. « Le CCAE les fera ainsi profiter de son expérience pour établir des accords commerciaux structurés. » ■

* LES JEUNES, LES FEMMES ET L'ÉLEVAGE



© Photo courtesy of Heifer International

En août 2015, le CTA a organisé un atelier à Addis-Abeba, en Éthiopie, sur « l'Implication des femmes et des jeunes au sein des chaînes de valeur de l'élevage dans la région IGAD ». Les 70 participants ont discuté de la façon dont les femmes et les jeunes pourraient tirer davantage profit des chaînes de valeur de l'élevage. Une séance de brainstorming a permis de déterminer les mesures à prendre. « Nous avons décidé de proposer un projet qui déterminera les obstacles politiques et les programmes mis en œuvre pour améliorer l'implication des jeunes ainsi que les chaînes de valeur et pour déterminer la façon dont ils peuvent s'impliquer davantage », affirme Yihenew, Coordinateur du Plan d'action régional du CTA pour l'Afrique de l'Est.

* UNE PUBLICATION CLÉ SUR LES SYSTÈMES DE RÉCÉPISSÉS D'ENTREPÔT



© Jake Lyell/Alamy Stock Photo

Les systèmes de récépissés d'entrepôt représentent un moyen de protection qui empêche les producteurs d'être exploités par les intermédiaires qui leur fournissent une source de financement lorsqu'ils en ont le plus besoin. Ils pourraient prendre de plus en plus d'importance dans les pays ACP dans les années à venir. Une étude importante sur les récépissés d'entrepôt s'est concentrée sur neuf pays d'Afrique. Un rapport en trois volumes, *Étude sur les systèmes d'entreposage et de tierce-détention adaptés à l'Afrique subsaharienne*, a été publié sous forme de livre et de clé USB. Il est également disponible sur le site Web du CTA, en français et en anglais.

* DE JEUNES NOVATEURS RÉCOMPENSÉS



© I. Maiga/Agribusiness TV

En décembre 2014, le CTA a lancé un appel à propositions pour déterminer et financer les projets novateurs conçus par les jeunes dont l'objectif est l'entrepreneuriat agricole. « Nous attendions environ 100 candidatures mais en avons reçu 513 en provenance de la moitié des pays ACP », affirme Ken Lohento. Un panel d'experts internationaux a sélectionné les meilleures propositions. Les six projets gagnants en 2015 couvrent l'agriculture biologique dans le Pacifique, la création d'un centre de ressources agricoles géré par des jeunes caribéens, une chaîne de télévision sur Internet dédiée à l'agro-industrie au Burkina Faso, des clubs de jeunes producteurs en Zambie, et des activités liées au programme AgriHack en Afrique de l'Ouest. D'autres projets ont été sélectionnés pour la liste de réserve.

CHAPITRE 2

TIC ET INNOVATIONS

Un projet analysant la façon dont les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent être développées a donné des résultats intéressants. Un consortium mené par le CTA a lancé un nouveau projet en Ouganda qui aidera plus de 350 000 petits producteurs à augmenter leurs productions et leurs revenus. Un autre Hackathon du CTA a remporté un grand succès.

METTRE EN VALEUR L'INNOVATION ET LE TALENT DES JEUNES

En décembre 2015, le CTA s'est associé au Forum mondial pour l'innovation agricole (GFIA) pour le tout premier événement qu'il organisait en Afrique (en Afrique du Sud) : « Innovations : les technologies au service de l'agriculture pour propulser le développement en Afrique ».

Lors de son discours inaugural, le Directeur du CTA, Michael Hailu s'est étendu sur le sujet : « De la même façon que certains

pays africains sont passés des lignes de téléphone fixes aux téléphones mobiles et aux tablettes, l'Afrique peut également avancer à grands pas en tirant profit des récentes révolutions en matière de biotechnologie, d'agriculture de précision, d'irrigation, d'énergie solaire et de nombreux autres domaines qui sont de plus en plus accessibles aux petits producteurs, aux négociants et aux autres acteurs principaux de la chaîne de valeur agricole ».

Dans le cadre de la préparation du Forum, un Briefing continental a été organisé sur l'avancée de l'agriculture grâce au développement de l'agro-industrie. Un programme Plug & Play et de nombreux autres événements ont également permis aux innovateurs africains de présenter leurs innovations. Autre événement important : le programme AgriHack Talent Challenge de Durban, conçu pour inspirer les jeunes programmeurs informatiques à mettre au point

↓ Jeune programmeur participant au AgriHack
Talent Challenge organisé par le CTA

des applications afin d'encourager l'entrepreneuriat et surmonter certaines difficultés spécifiques auxquelles les petits producteurs sont confrontés.

« C'était également la première fois que nous fournissions aux équipes un accès direct aux données agricoles afin qu'elles puissent mettre au point des applications qui utilisaient de façon innovatrice l'énorme quantité de connaissances disponibles », déclare Ken Lohento, Chef du programme Agriculture, Développement Rural et Jeunesse dans la Société de l'Information (ARDYIS) du CTA.

Les 12 équipes de finalistes ont été invitées à développer leurs applications en trois catégories. Le gagnant pour la catégorie du changement climatique était Temo le Bosco, une plateforme développée pour la prise de décision des producteurs quant à la sélection du type de culture à planter en fonction des différentes conditions climatiques. Le gagnant pour la catégorie des nouvelles entreprises était Diepsloot Kasi Hive, concepteur d'une application reliant les producteurs de légumes à leurs consommateurs. Le gagnant pour la catégorie du magazine *Spore* : Layyers, une entreprise ayant mis au point une application qui permettra à ses utilisateurs de lire et interagir avec le contenu mis en ligne de *Spore*, le magazine phare du CTA.



© Geekulcha

Enfin, un prix récompensant l'innovation qui exploitait au mieux les données ouvertes. Le gagnant était MobiElectro, une plateforme se servant de l'informatique en nuage et de l'Internet pour améliorer la gestion de l'eau dans les exploitations agricoles. L'équipe a utilisé les données provenant d'organisations de recherche telles que le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS).

« Si les hackathons précédents étaient très tournés vers les entrepreneurs, cette fois-ci, nous avons conservé notre intérêt

pour l'entrepreneuriat mais nous avons également voulu que les participants mettent au point des applications qui peuvent être gratuites et utilisables par n'importe quelle organisation », déclare Ken. Les institutions telles que le CCAFS, GODAN, la Confédération sud-africaine des syndicats agricoles (SACAU), l'Université de technologie de Durban (DUT) et mLab Afrique australe ont collaboré à l'activité. Le programme AgriHack Talent Challenge de Durban est un excellent exemple de la façon dont les technologies innovatrices peuvent transformer la vie des petits producteurs. ■

ICT4AG : DÉTERMINER LES MEILLEURES PRATIQUES

Même si l'on sait que les TIC aident les producteurs à améliorer leurs pratiques et augmenter leurs productions comme leurs revenus, elles sont nombreuses à ne pas dépasser la phase de test. Pour régler ce problème, le CTA a lancé un nouveau projet en 2014 : « Le développement de modèles de livraison viables de TIC pour l'agriculture dans les pays ACP ».

En 2014, nous avons parlé d'un concours organisé pour favoriser le développement de solutions TIC. Vingt-six propositions de grande qualité ont été reçues. Le CTA a identifié les cinq plus prometteuses et accordé des subventions allant de 50 000 EUR à 100 000 EUR pour développer et tester les solutions choisies. Une des conditions d'attribution des bourses voulait que les bénéficiaires de ces nouvelles technologies (petits producteurs, petits pêcheurs, etc...) reçoivent des services subventionnés pendant les 14 mois de la durée du projet.

« Nous voulions comprendre le type de modèle qui fonctionne le mieux et la façon dont les TIC peuvent être développées afin qu'un grand nombre de producteurs puisse en profiter », affirme Benjamin Addom, Coordinateur de programme pour les TIC au CTA. Il est emballé par les résultats du Soudan où une TIC basée sur le satellite afin d'améliorer la production agricole dans le système d'irrigation de Gézira a été développée. Ce système utilise environ 50 pour cent de la consommation totale d'eau provenant du Nil au Soudan. Cependant, la productivité n'est pas aussi élevée qu'elle pourrait l'être. Pour régler ce problème, le projet a utilisé la technologie par satellite pour mesurer de façon quotidienne l'état des sols et des productions, en combinaison avec les prévisions météorologiques pour donner des conseils en matière d'irrigation aux 44 producteurs.

Le projet a grandement amélioré la productivité (rendement du blé augmenté d'un



Nous voulions comprendre le type de modèle qui fonctionne le mieux et la façon dont les TIC peuvent être développées afin qu'un nombre plus important de producteurs puisse en profiter.

facteur de quatre), ainsi que l'efficacité de l'utilisation de l'eau. Les producteurs voisins ont également bénéficié des informations fournies par les producteurs « pilotes ». Un ancien Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation a été tellement impressionné qu'il pense que le système devrait être appliqué à plus grande échelle. Le CTA a invité le responsable du projet et un des producteurs « pilotes » à partager leur réussite sur cette technologie avec les participants au Forum mondial pour l'innovation agricole, organisé en 2015 en Afrique du Sud.

La plupart des autres projets ont également bien progressé. Par exemple, RONGEAD, un réseau international rassemblant des ONG, des techniciens, des entreprises internationales, utilise la bourse du CTA pour développer avec succès ses systèmes d'informations sur les marchés au Mali, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Le projet

a également enrichi les systèmes d'informations sur les marchés liés aux chaînes de valeur et aux matières premières.

Le développement des modèles de fourniture de TIC viables pour le projet sur l'Agriculture dans les pays ACP a montré qu'il n'existe pas de solution unique en

matière de développement d'applications pour l'agriculture. « Ce qui fonctionne au Ghana ne fonctionnera pas nécessairement au Togo ou au Bénin », déclare Benjamin. « Les réglementations peuvent varier d'un pays à l'autre et les comportements des futurs utilisateurs également dans certains cas ». ■



UNE MEILLEURE PRODUCTION GRÂCE AUX DONNÉES SATELLITAIRES

Un nouveau consortium public-privé important mené par le CTA a été lancé en octobre 2015 à Kampala, en Ouganda. Le projet de services d'information ICT4Ag axé sur le marché et appartenant aux utilisateurs se servira de données générées par satellite pour améliorer la production et la commercialisation du maïs, des graines de soja, et du sésame. S'étalant sur trois ans pour un coût de 4,6 millions d'euros, le projet devrait bénéficier à plus de 350 000 petits producteurs et augmenter le rendement de 25 pour cent et les revenus de 20 pour cent.

Le consortium a été formé par le CTA en réponse à un appel à propositions. Trois entreprises spécialisées dans les données (aWhere, eLEAF et EARS-E2M) analyseront des données satellites relatives aux prévisions

météorologiques, à la gestion des cultures et à l'assurance-récolte. Des conseils pratiques seront ensuite proposés, et des organisations telles que le CTA, l'AGRA et l'EAFf collaboreront pour préciser les informations dont les producteurs ont besoin et développer la capacité de leurs organisations.

En collaboration avec Ensibuuko, gagnant du premier concours Agrihack Talent du CTA organisé en 2013 au Rwanda, Mercy Corps, principal partenaire en matière d'informations, s'assurera de l'efficacité de la livraison et de l'échange des informations par téléphone portable.

L'expérience du CTA en Afrique laisse penser que les producteurs agricoles préfèrent obtenir des informations de la part des autres agriculteurs plutôt que des fournisseurs de

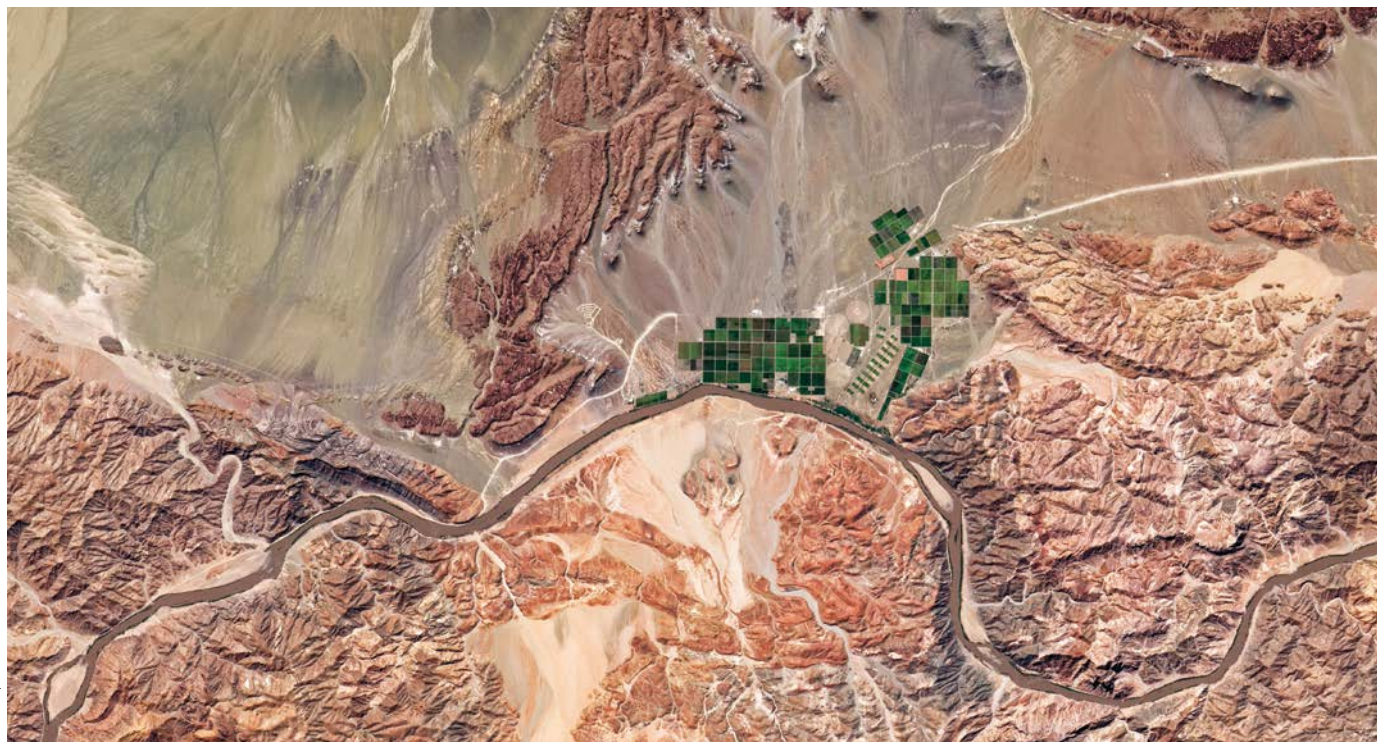


La composante information pourrait signaler que la période de végétation sera courte et conseiller aux producteurs de planter des variétés précoces de maïs.

services externes. La plateforme de SMS sera maintenue par près de 200 responsables agricoles équipés de smartphones. Au départ, le projet sera mené par le secteur privé, mais la capacité de l'EAFf sera ensuite renforcée afin de devenir le fournisseur principal de services TIC.

Au lancement du projet, M. Mike Sebalu, membre du Parlement de l'assemblée

↓ Les données satellitaires permettent d'améliorer la production



© NASA/Corbis

législative d'Afrique de l'Est, a dit que le rôle des producteurs agricoles n'est pas reconnu alors qu'ils ont grandement contribué à faire avancer ce pays. « C'est un projet nécessaire, souhaité et important qui vient à point nommé pour notre économie, notamment en ce qui concerne la transformation rurale. Il y aura du changement puisque la communauté agricole et l'agriculture en Ouganda seront bien

informées après la mise en œuvre complète du projet ».

Le projet a également été salué par Bashir Jama, Directeur du programme de solutions agricoles auprès de l'AGRA. « L'AGRA affiche un intérêt croissant pour la possibilité d'utiliser des applications TIC, en vue de combler l'écart de connaissances entre les agriculteurs et la communauté des chercheurs

en agronomie. Il s'agit d'un élément essentiel pour la plupart des pays d'Afrique où les conseillers agricoles sont peu nombreux et très éloignés les uns des autres. Ce projet permettra donc d'accroître encore davantage nos connaissances sur le pouvoir des applications TIC dans l'agriculture. Il contribuera également à renforcer les partenariats avec les institutions qui se sont associées pour mettre le projet en œuvre ». ■

#2 TIC ET INNOVATIONS

* UNE TECHNOLOGIE POUR L'AVENIR



© Graflyc Foto

« Nous pensons que cette technologie, si elle est correctement utilisée, permettrait à l'Afrique d'atteindre la suffisance alimentaire plus rapidement. » C'est ce que prédit l'un des membres de la nouvelle liste de discussion du CTA sur les drones. Ces derniers sont déjà utilisés pour des activités telles que le contrôle des cultures ou des infrastructures d'irrigation, et seraient de plus en plus utiles pour les organisations de producteurs des pays ACP. « Je pense que le CTA peut être considéré comme le fournisseur principal d'informations mises à jour et importantes sur les drones », affirme Giacomo Rambaldi. Avant la fin 2015, la liste de discussion du CTA sur les drones comptait plus de 240 membres de 61 pays et plus de 650 personnes avaient rejoint le compte Twitter.

* UNE VÉRITABLE RÉUSSITE



© LukeSmith T.v

Web 2.0 et médias sociaux font désormais partie du quotidien de la plupart des gens dans les pays en développement. Un nouveau livre, *Web 2.0 et médias sociaux : Ces outils qui changent la vie des acteurs du développement agricole*, décrit la façon dont les TIC offrent toute une série de nouveaux services. De 2010 à 2014, plus de 3 500 personnes ont bénéficié de formations organisées par le CTA. Le livre présente 18 « histoires de changement » traitant de l'utilisation du Web 2.0 et des médias sociaux dans le dialogue politique, le développement des chaînes de valeur et la fourniture de services d'information. Il s'agit pour ce livre de célébrer des personnes qui ont utilisé ces technologies pour améliorer leurs vies.

* LE CTA RÉCOMPENSÉ



© CTA

Le projet Agriculture, développement rural et jeunesse dans la société de l'information (ARDYIS) du CTA a remporté un prix international dans la catégorie des projets d'e-agriculture lors du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), en 2015. Ce projet comprend un groupe d'activités qui offre aux jeunes plus de perspectives dans l'agriculture grâce à l'utilisation des TIC. Parmi ses activités phares figurent le Prix YoBloCo (concours des meilleurs blogs sur les jeunes et l'agriculture) et le Concours des talents AgriHack soutenant les innovations TIC et l'entrepreneuriat dans l'agriculture. Le projet ARDYIS a maintenant rassemblé des parties prenantes dans plus de 40 pays ACP. Une évaluation externe montre que 80 pour cent des participants pensent que le projet a joué un rôle de pionnier en reliant les jeunes, les TIC et l'agriculture.

CHAPITRE 3

GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION

Une grande année pour les « données ouvertes » grâce au CTA qui s'est grandement impliqué dans de nombreuses réunions régionales sur le sujet. En 2015, le magazine phare du CTA Spore a subi une transformation radicale qui lui permettra de s'adresser et répondre à un public plus large et plus jeune.

TIRER LE MEILLEUR PARTI DES DONNÉES

Ces dernières années, le CTA a organisé une importante conférence internationale annuelle. « Nous avons décidé d'essayer d'utiliser une série de réunions régionales plus petites pour attirer l'attention sur les données ouvertes et la façon dont elles peuvent être utilisées pour le développement agricole », affirme Chris Addison, Coordinateur de programme senior pour la Gestion des connaissances.

Les données ouvertes sont des données en accès libre, utilisées et partagées sans restriction. Elles facilitent l'accès aux soins de santé, améliorent la transparence des gouvernements ou la prise de décisions des

entreprises, et permettent aux producteurs une productivité et des revenus accrus.

Le CTA et ses partenaires ont joué un rôle prépondérant dans de nombreux forums sur les données ouvertes en 2015 : un discours lors de la conférence de l'Initiative mondiale de données ouvertes pour l'agriculture et la nutrition (GODAN) à Wageningen (Pays-Bas) ; le 40^{ème} Briefing de Bruxelles sur le développement ayant pour thème « Les données : la prochaine révolution de l'agriculture dans les pays ACP ? » ; un panel consacré aux données présentant la façon dont elles sont utilisées dans l'agro-industrie au Forum de l'industrie agro-alimentaire du Pacifique ; et encore, la

conférence annuelle du Système régional de soutien aux analyses stratégiques et aux connaissances (ReSAKSS) où ont été présentés des travaux sur la création d'un système de soutien aux connaissances pour assurer le suivi des investissements agricoles en Afrique de l'Ouest (conférence ayant reçu l'appui du CTA).

Le CTA a aussitôt organisé une table ronde sur l'initiative GODAN lors de la Conférence africaine sur les données ouvertes à Dar es Salaam, en Tanzanie. En septembre, il a également participé au lancement du Portail de la sécurité alimentaire pour l'Afrique subsaharienne à Bruxelles. Et en décembre, le CTA et le Forum mondial sur la recherche

#3 GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION



Dans notre travail sur les applications mobiles pour les petits exploitants agricoles, nous voyons que les bases de données ouvertes élaborées à partir d'observations effectuées par satellite permettent d'obtenir de meilleures informations sur les exploitants agricoles. Nous observons également que l'utilisation d'outils de visualisation et de l'infographie pour visualiser les bases de données améliorera la communication dans le cadre de la prise de décisions politiques et des choix d'investissement dans l'agriculture.

agricole se sont associés à GODAN pour organiser un groupe de discussion lors du Forum mondial sur les innovations en agriculture à Durban.

« Dans notre travail sur les applications mobiles pour les petits producteurs, nous voyons que les bases de données ouvertes



élaborées à partir d'observations effectuées par satellite permettent d'obtenir de meilleures informations sur les producteurs. Nous observons également que l'utilisation d'outils de visualisation et de l'infographie pour visualiser les bases de données améliorera la communication dans le cadre de la prise de décisions politique et des choix d'investissement dans l'agriculture », déclare Chris.

Pour illustrer ce point, Chris mentionne une nouvelle initiative importante, le projet de services d'information ICT4Ag axés sur le marché et appartenant aux utilisateurs (MUIIS) qui utilisera les données générées par satellite pour améliorer la productivité

agricole en Ouganda et profitera à plus de 350 000 petits producteurs dans les trois années à venir (voir page 18).

Le sujet des données ouvertes a été étudié en détail dans l'édition de février du magazine du CTA, *ICT Update* « La révolution des données pour l'agriculture ». Parmi les articles principaux figurent la modélisation participative en 3D, des modèles de productivité de l'eau des cultures, les outils permettant l'acquisition de connaissances, l'informatique en nuage, et une description de GODAN. Le CTA est membre du comité directeur de GODAN, et il l'a aidé à organiser sa première conférence à Wageningen. ■

LE MAGAZINE *SPORE* SE MÉTAMORPHOSE

Dans de nombreux pays en développement, le CTA est connu pour son magazine phare, *Spore*. Depuis son lancement, le magazine a subi des modifications de son contenu et d'apparence, mais son objectif premier reste de fournir des informations sur de nombreuses questions importantes pour les pays ACP.

En 2015, une évaluation du magazine commandée par le CTA a montré que le lectorat actuel est extrêmement précieux puisqu'il se compose d'un public fortement engagé dans le magazine : 90 pour cent des personnes considéraient *Spore* comme « efficace » ou « très efficace » en termes de contribution au changement agricole et de renforcement des capacités en matière d'informations.

Interrogés sur leur utilisation de *Spore*, 37 pour cent des lecteurs ont déclaré qu'il les aide à améliorer leur rendement ; pour 30 pour cent, il les aide à former leurs élèves ; 77 pour cent utilisent le magazine pour obtenir des conseils techniques ; et 52 pour cent s'en servent pour découvrir de nouvelles organisations ou institutions importantes. Pour plus de deux tiers des personnes interrogées, *Spore* fournit des informations de qualité sur les pratiques agricoles dans d'autres parties du monde. L'évaluation a également constaté que la majorité des abonnés partageait le magazine avec plus de 5 autres personnes, ce qui ferait passer son lectorat à plus de 190 000 lecteurs et offrirait indirectement au CTA une visibilité significative.

L'évaluation a aidé l'équipe du CTA à établir un nouveau Plan d'action pour le

magazine, avec des modifications radicales tant au niveau du contenu que du format. Jusqu'à présent, la version en ligne était une copie conforme de la version papier. Le *Spore* ne parvenait pas à exploiter toutes les possibilités qu'offre la révolution numérique ainsi que la flexibilité et le dynamisme du World Wide Web. Et même si le lectorat de *Spore* est très fidèle, il est également très passif et vieillissant. Il est grand temps d'attacher beaucoup plus d'importance à la publication en ligne.

Le nouveau site Web *Spore* (spore.cta.int) lancé après l'évaluation a subi une transformation numérique radicale. Comme le directeur du CTA Michael Hailu l'a mentionné dans son texte de bienvenue sur le nouveau site : « Le nouveau site Web

#3 GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION

entend couvrir les dernières avancées agricoles et rurales, en mettant l'accent sur les innovations qui contribuent à transformer l'agriculture en moteur puissant pour une croissance inclusive. Le site encouragera le partage de différentes opinions et visions, ainsi que l'échange d'informations recueillies sur le terrain ».

Tout devrait contribuer à attirer un lectorat plus jeune et plus familier avec l'informatique, tout en poussant les lecteurs fidèles à mieux connaître et apprécier le magazine.

Outre le type de reportage auquel les lecteurs de *Spore* sont habitués, le magazine en ligne dispose maintenant d'une rubrique dynamique où différentes opinions

s'expriment. Par exemple, vers la fin de 2015, Lamon Rutten du CTA, Betty



Outil de communication puissant du CTA, le nouveau site Web entend couvrir le développement, en mettant l'accent sur les innovations qui transforment l'agriculture en moteur puissant pour une croissance inclusive. Le site encourage le partage d'opinions et de visions ainsi que l'échange d'informations de terrain.

Wampfler, professeur d'économie du développement à Montpellier, et Christine Westercamp de HORUS Development Finance ont contribué au débat sur « Crédits agricoles : qu'en est-il des taux d'intérêt réduits ? ». Les lecteurs pouvaient donner leurs propres avis à l'aide d'un blog et dire s'ils approuvaient ou non les subventions.

Le nouveau site Web dispose également de rubriques régionales, d'une section publications et revues de presse, de pages d'informations et d'illustrations... en résumé, *Spore* est devenu incontournable pour toute personne à la recherche d'informations détaillées sur les questions agricoles des pays ACP. ■

↓ Découvrez le nouveau site de Spore : spore.cta.int



Spore

Le développement agricole et agroalimentaire analysé et déchiffré

[CTA](#) [Magazine Spore](#) [Publications](#) [EN](#) [FR](#)

[S'abonner au magazine](#)
[S'abonner à la newsletter](#)
[Télécharger le magazine](#)

[Production agricole](#) [Environnement](#) [Business](#) [Commerce](#) [Économie bleue](#) [Nutrition et santé](#) [Recherche](#) [Le magazine](#) [Votre région](#)



Technologies de l'information et de la communication : 10 clés pour une agriculture plus productive

De nombreuses conférences abordent un grand nombre de questions politiques dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). On y trouve, par exemple, le développement de meilleurs partenariats pour optimiser l'impact de ces technologies sur l'agriculture ou le renforcement du rôle des jeunes - hommes et femmes - dans les initiatives qui y sont liées. Dix clés pour rendre l'agriculture plus productive ressortent de ces discussions. Elles sont utilisées et promues par le CTA.

SPORE EXCLUSIF

Agriculteurs connectés : Nouvelles perspectives pour l'agriculture

DOSSIER

ANALYSE

Outils et stratégies pour des agriculteurs connectés

REPORTAGE À TRINITE-ET-TOBAGO



ACTUALITÉS

PRODUCTION AGRICOLE

AVIVAC I2 : Un vaccin contre la maladie de Newcastle

ENVIRONNEMENT

Congo-Brazzaville : Du mucuna pour des sols appauvris de Djambala

BUSINESS

Arla en Afrique de l'Ouest : Quel

#3 GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION

* AMÉLIORER LA GESTION DES CONNAISSANCES DANS LA RÉGION DU PACIFIQUE



© Asian Development Bank

En 2015, le CTA a aidé la Division des ressources foncières (LRD) du Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) à lancer une nouvelle stratégie de gestion des connaissances pour la région. Le LRD a identifié des interventions prioritaires lors d'un atelier aux Fidji. Suite à cela, la nouvelle stratégie a été finalisée pour procéder de façon similaire au niveau national. Un atelier régional organisé à Vanuatu a présenté aux décideurs politiques de la région une approche de la gestion des connaissances respectueuse de l'écosystème, développée par le CTA. « C'est un bon exemple de l'impact que nous pouvons avoir en travaillant avec des partenaires régionaux, qui font alors de même en aval au niveau national », affirme Krishan Bheenick. « Le CPS facilite maintenant l'élaboration de plans d'action nationaux pour la gestion des connaissances qui viennent compléter la stratégie nationale. »

* ÉVALUATION DU PROGRAMME DE DON DE LIVRES



© CTA

Le programme de don de livres du CTA a été lancé en 2009, suite aux visites effectuées dans les bibliothèques des pays ACP qui ont révélé des lacunes considérables dans leurs ressources. Plus de 150 bibliothèques ont par la suite reçu un lot d'environ 200 titres (en double exemplaire) provenant du catalogue des publications du CTA. En 2015, un sondage a permis de savoir si les bibliothèques avaient tiré profit du programme. « Nous sommes très contents du retour d'information et particulièrement de tout ce que nous ont rapporté les bibliothèques et les utilisateurs de nos publications au sujet de l'impact », affirme Murielle Vandreck. « Des bibliothèques ont signalé que les visiteurs ont été plus nombreux, et les utilisateurs sont maintenant plus satisfaits en termes d'informations reçues. »

* LES PUBLICATIONS DU CTA SUR FACEBOOK



© CTA

Il y a plus de 30 ans, l'activité principale du CTA consistait à diffuser des informations par le biais de livres, de manuels techniques et du magazine *Spore*. Aujourd'hui, le département des publications fait encore partie des activités du CTA. Avant la fin de 2015, 15 000 personnes étaient abonnées aux publications du CTA, et 30 000 à *Spore*. Ces chiffres pourraient rapidement grimper avec une nouvelle page Facebook. « Nous espérons que cela fera la promotion de nos publications et augmentera le nombre d'abonnés, de téléchargements et de commandes de nos publications », déclare Murielle Vandreck.

CHAPITRE 4

PROCESSUS POLITIQUES

Le CTA a continué d'encourager une politique intelligente face au climat, organisant des événements parallèles importants lors de la COP21 et du Forum mondial sur les innovations en agriculture à Durban. Nous avons soutenu des activités sur le terrain qui traitaient des politiques et pratiques agricoles sensibles jusqu'aux enjeux nutritionnels et analysé le pouvoir de l'agritourisme dans le Pacifique et les Caraïbes.

À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS INTELLIGENTES FACE AU CLIMAT

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production alimentaire doit augmenter de 70 pour cent pour nourrir 9 milliards de personnes d'ici 2050. Les producteurs agricoles doivent pouvoir s'adapter au changement climatique, augmenter leur productivité, et réduire leurs émissions de gaz à effet de

serre. « C'est la raison pour laquelle nous nous concentrons sur des solutions intelligentes face au climat en 2015 », affirme Oluyede Ajayi, Expert en politiques et changement climatique au CTA.

Un événement important a eu lieu : la 21^{ème} Conférence des Parties (COP21) sur la Convention-cadre des Nations Unies sur le

changement climatique (UNFCCC), à Paris, en décembre. « Même si l'agriculture est la principale cause ainsi que la principale victime du changement climatique, ce point a souvent été négligé dans les discussions sur le changement climatique », affirme Oluyede, « mais cela semble évoluer et environ 80 pour cent des pays ont mentionné la nourriture sous une forme ou une autre

#4 PROCESSUS POLITIQUES

↓ Il est urgent d'identifier les mesures prises ou à prendre par les producteurs pour faire face au changement climatique

comme faisant partie de leurs Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) à l'UNFCC. »

Les CPDN étaient au centre des discussions d'une session technique organisée lors de l'un des événements parallèles co-organisés par le CTA pendant la COP21. Cela faisait partie du Global Landscapes Forum et impliquait trois sessions étroitement liées sur le moyen d'assurer la sécurité alimentaire.

La deuxième session, co-organisée par le CTA, portait sur les solutions précises et intelligentes face au changement climatique qui pourraient être transposées à l'échelle des petits producteurs des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Parmi les intervenants figuraient le Président des Palaos, un archipel dans le Pacifique occidental, des ministres de l'Environnement de différents pays, et des représentants du secteur privé.

Avant la COP21, le CTA et les organisations de producteurs régionaux en Afrique ont organisé une session spéciale portant sur « Réagir aux effets du changement climatique sur l'activité agricole » lors du Forum mondial pour l'innovation agricole en Afrique du Sud, fin 2015. À nouveau, l'objectif était de déterminer les pratiques pouvant aider les producteurs agricoles à réagir face au changement climatique.



© Rodney Dekker/Oxfam

La session a commencé par le lancement d'un nouveau livret en anglais, *Climate change solutions that work for farmers: stories from the field*. Cette publication fait suite à un projet du CTA portant sur la documentation sur les pratiques, les politiques ou les outils éprouvés favorisant la résilience et aidant les agriculteurs à faire face aux défis posés par le changement climatique.

En réponse à un appel à propositions en 2014, le CTA a reçu plus de 300 réponses. Les 14 propositions les plus prometteuses ont été choisies et davantage développées avec le soutien du CTA, et sont décrites dans

le livret. Parmi les développeurs du projet, cinq d'entre eux ont été invités à Durban pour présenter leurs travaux, et deux d'entre eux ont fait une présentation lors de la COP21. De tels projets pourraient aider les pays à mettre en place leurs Contributions.

En 2015, le CTA a introduit une demande d'accréditation officielle à l'UNFCC, et elle a été acceptée. Cela signifie que le CTA est maintenant repris comme organisation intergouvernementale et peut assister aux sessions plénières des Nations Unies. « L'accréditation est très positive pour notre visibilité », affirme Oluyede. ■

LIER PRODUCTION, CONSOMMATION ET BONNE NUTRITION

« **A**ugmenter la production alimentaire ne suffit pas à relever tous les défis importants en matière de nutrition, à savoir le retard de croissance, les carences en vitamine A et en zinc, l'anémie et l'obésité », déclare Judith Francis, Coordinatrice de programme senior au CTA. « La malnutrition est présente dans les communautés agricoles prospères ainsi que dans celles qui ont perdu d'importants marchés d'exportation. L'incapacité à résoudre les problèmes de nutrition grâce à l'agriculture reflète, en partie, le fait que les deux secteurs principaux ne parviennent pas à travailler en étroite collaboration avec d'autres secteurs tels que le développement de la communauté, le commerce, le financement et l'investissement ».



© Stephanie Malvon/CIAI

En 2014, le CTA, l'UE, la FAO et le Groupe de la Banque mondiale ont lancé le cadre d'action : *Agriculture et nutrition : un avenir*

commun. Les priorités stratégiques : renforcer la mobilisation des ressources et l'engagement politique, renforcer les interventions d'ordre

#4 PROCESSUS POLITIQUES

↓ Joan Kimeli de la Metkei Multipurpose Company Ltd utilise un pistolet à alcool pour inspecter la fraîcheur du lait dans le village de Kamwosor

alimentaire et agricole éprouvées en matière de nutrition, et améliorer le corpus de connaissances et données.

« En 2015, nous avons commencé à travailler sur le terrain afin de mieux comprendre les politiques, les programmes, les défis et les opportunités existants en matière d'agriculture et de nutrition pour identifier les points d'entrée possibles en vue de régler le problème de malnutrition », affirme Judith.

Lors d'un atelier d'apprentissage croisé à la Barbade « Guider les politiques et les pratiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle », les experts en agriculture et nutrition se sont penchés sur les leçons à tirer des sept analyses nationales rapides effectuées dans les Caraïbes et le Pacifique, ainsi que des rapports d'autres études. Le résultat : la nécessité de disposer d'indicateurs communs, de meilleures collecte et analyse des données, ainsi que d'une implication communautaire plus forte afin de guider les futurs projets sur l'agriculture et la nutrition. « En 2016, nous nous baserons sur les leçons tirées et travaillerons avec nos partenaires pour donner la priorité aux interventions pilotes menées dans le but

d'améliorer la nutrition grâce à l'agriculture », affirme Judith.

Il est également important de s'assurer que la nourriture ne présente aucun danger pour la consommation humaine. Des scientifiques et experts politiques des pays ACP et organisations continentales africaines se sont penchés sur les études commandées par le CTA traitant de la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau

national et régional. Des analyses nationales rapides et l'étude africaine sur la contamination des matières premières par l'aflatoxine ont également été analysées.

Très nuisible à la santé humaine et au commerce en Afrique, l'aflatoxine cause des retards de croissance, des cancers et parfois la mort. Une approche intégrée qui implique de développer la capacité des producteurs et l'harmonisation des normes et des règles sera adoptée.

Un parcours d'apprentissage sur le thème « Respecter les normes de sécurité alimentaire pour la certification des produits et des processus des entreprises agroalimentaires et pour une santé et une nutrition de bonne qualité » a permis de présenter aux experts des Caraïbes et du Pacifique les principes de mise en place du système HACCP d'analyse des risques et de maîtrise des points liés à la sécurité alimentaire. Ruth Amos du Ministère du Commerce, au Vanuatu, a reconnu que l'atelier l'a fortement aidée à mieux comprendre le concept de sécurité alimentaire. « Je me sens maintenant plus confiante lorsqu'il s'agit d'aider les petites entreprises à améliorer leur efficacité et l'uniformité de leurs produits », a-t-elle affirmé. ■



© Photo courtesy of Heifer International

CONNECTER PRODUCTEURS ALIMENTAIRES ET MARCHÉS TOURISTIQUES

Les petits États insulaires des Caraïbes et du Pacifique pourraient développer des marchés de niche particuliers en fournissant des aliments de haute qualité à l'industrie touristique locale. « Ces régions importent plus de 90 pour cent de leur nourriture, et le rapprochement entre l'agriculture et le tourisme pourrait non seulement réduire la facture des importations mais aussi accroître les revenus des producteurs et des pêcheurs locaux », affirme Isolina Boto du CTA.

En 2014 a été organisé le 1^{er} Forum de l'industrie agroalimentaire des Caraïbes, lequel portait sur le développement du

commerce régional et la valorisation des produits agroalimentaires caribéens. Le forum a analysé les facteurs de réussite pour une série d'entreprises commerciales faisant le lien entre production alimentaire et tourisme. Ce thème a été approfondi lors de deux conférences importantes tenues en 2015 aux Fidji et à la Barbade.

Le 1^{er} Forum de l'industrie agroalimentaire du Pacifique s'est tenu aux Fidji en juin 2015. Il a analysé des études de cas sur l'agriculture et la pêche qui expliquaient comment répondre aux normes et aux critères de qualité imposés par le tourisme.

Le Forum des Fidji a eu un impact immédiat. « Par conséquent, le « Groupe Fer de lance mélanésien » est en train de développer une stratégie sur l'agritourisme en collaboration avec le CTA », affirme Isolina. Le gouvernement du Vanuatu est immédiatement intervenu en priant les trois ministères de l'Agriculture, du Commerce et du Tourisme de réaliser conjointement un cadre politique et organiser la première semaine de l'agritourisme au Vanuatu en 2016.

Le 2^{ème} Forum de l'industrie agroalimentaire des Caraïbes s'est déroulé pendant les deux derniers jours du Forum agroalimentaire

#4 PROCESSUS POLITIQUES

↓ Dégustation de canne à sucre par une touriste



© travelb mauritius/Alamy Stock Photo

Caraïbes-Pacifique, organisé à la Barbade fin 2015. À nouveau, un des thèmes principaux du Forum était l'agritourisme. De nombreuses tables rondes ont été organisées (voir page 34).

Pour les petites îles possédant un territoire restreint, l'aquaponie et l'hydroponie permettraient de produire d'importantes quantités de nourriture pour le marché touristique. Les études de cas des projets réussis en Haïti et au Belize ont montré que ces pratiques permettent de fournir des légumes aux hôtels, aux supermarchés et aux négociants, et de vendre en direct aux clients privés.

Le manioc s'avère également très prometteur pour le développement de l'agro-industrie dans la région caribéenne, notamment dans les industries de la boulangerie, de l'alimentation animale et des boissons.

Parmi les occasions de pénétrer le marché figurent la substitution des produits à base de pommes de terre blanches tels que les frites et les pommes de terre rissolées par des produits de base caribéens ; la substitution partielle du blé dans tous les produits de boulangerie ; et le développement de restaurants franchisés utilisant les matières premières caribéennes, notamment les fruits, les légumes, les poissons et les sauces.



Ils voulaient tirer des leçons des succès réalisés dans les Caraïbes et dans le Pacifique concernant le lien agriculture-tourisme et avaient également beaucoup à offrir concernant leurs propres expériences, notamment concernant le développement de la pêche.

Participaient à la réunion des Fidji des représentants de l'IICA, de la Caribbean Agribusiness Association (CABA), de l'Agence caribéenne pour le développement des exportations (CEDA) et du Réseau caribéen des productrices rurales (CANROP).

Les deux Forums ont attiré les décideurs politiques et les représentants des industries de l'agriculture et de la pêche dans les Seychelles, une importante destination touristique qui dépend presque entièrement de la nourriture importée. « Ils voulaient tirer des leçons des succès réalisés dans les pays des Caraïbes et du Pacifique en termes de lien entre l'agriculture et le tourisme, mais ils pouvaient également partager leurs propres expériences, notamment en ce qui concerne le développement de la pêche », déclare Isolina. ■

* RENDRE LA POLITIQUE ACCESSIBLE DANS LES PAYS DU PACIFIQUE



© Pacific Community

En septembre 2015, des ateliers sur la politique agricole et la gestion des connaissances agricoles régionales ont été organisés à Vanuatu. Les deux événements ont été organisés par le Ministère de l'Agriculture de Vanuatu et l'Union européenne, avec le soutien du Projet politique agricole intra-ACP et du CTA. Les participants aux ateliers se sont également rassemblés pour le lancement de la banque de soutien à la politique agricole du Vanuatu. « La banque de soutien à la politique permet d'obtenir des informations importantes sur l'agriculture telles que les politiques, les cadres et les projets qui seront mis à disposition des producteurs, des entrepreneurs, des décideurs politiques, des donateurs, des partenaires de développement et d'autres parties prenantes », a affirmé Moana Carcasses Kalosil, Vice-Premier Ministre de Vanuatu.

* FAVORISER L'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT



© Richard Markham

L'Alliance globale pour l'agriculture intelligente face au climat (GACSA) a été créée en 2014. Rassemblant les gouvernements, les organisations internationales, les groupes de producteurs, les entreprises multinationales et les ONG, elle s'est fixée comme objectif de permettre à 500 millions de producteurs de pratiquer une agriculture intelligente face au climat d'ici 2030. Le CTA a immédiatement signé la GACSA et agit maintenant en tant que co-facilitateur pour deux des trois groupes actions principaux de la GACSA, à savoir les connaissances et l'environnement favorable. L'Alliance organise un forum établissant des synergies avec d'autres partenaires en vue de renforcer l'agriculture intelligente face au climat dans les différentes parties du monde.

* PARLONS DE L'AVENIR



© Filip Milovack/WorldFish

En août 2015, le CTA a co-organisé un atelier aux Fidji avec le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS), le CCAFS et World Fish. Cet atelier a rassemblé plusieurs groupes de personnes expertes dans les domaines de la pêche, de la production alimentaire et des questions liées au climat. Ils ont identifié les différents scénarios que pourraient suivre les systèmes alimentaires des pays du Pacifique puisque la région doit s'adapter aux changements climatiques. Un des résultats de l'atelier a été la production d'un livret, *Alternative futures for the Pacific Food System*, qui reprend quatre scénarios que pourrait suivre la région en 2030, et identifie les principales activités à entreprendre. Ces scénarios devraient servir de base à de nouvelles discussions qui mèneront à une meilleure élaboration des politiques.

CHEFS ET PRODUCTEURS, LE COUPLE IDÉAL ?

« **L**e tourisme alimentaire joue un rôle économique important dans certaines parties du monde, notamment en Europe et aux États-Unis mais il est presque inexistant dans les pays ACP », affirme Isolina Boto du CTA. « Nous avons donc décidé de réagir. » Il y a deux ans, le CTA et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) ont entamé le dialogue avec les chefs des pays du Pacifique et des Caraïbes au sujet du rapprochement avec les producteurs alimentaires, et cela a donné lieu à l'idée « Des chefs pour le développement ».

L'agritourisme a le pouvoir d'augmenter la demande en produits locaux, réduire les importations (les régions des Caraïbes - Pacifique importent 90 pour cent de leur nourriture), et offrir aux touristes la possibilité de goûter la nourriture locale. « Au lieu de dépendre des ingrédients importés, nous voulons attirer les chefs qui, non seulement font une cuisine raffinée à partir de produits locaux, mais souhaitent également créer



© Robert Oliver

des liens durables avec les producteurs locaux », affirme Isolina.

En juin 2015, 20 chefs et 20 producteurs ont été rassemblés pour un Marché acheteurs-vendeurs aux Fidji, organisé dans le cadre du 1^{er} Forum de l'industrie agroalimentaire du Pacifique. Ils ont échangé leurs idées et discuté des perspectives commerciales.

L'une des sessions portait sur la nécessité d'étendre les chaînes d'approvisionnement des producteurs aux grands hôtels et stations balnéaires. Le CTA a également rassemblé des chefs des Caraïbes, du Pacifique et des Seychelles pour présenter une série d'études de cas lors du 2^{ème} Forum de l'industrie agroalimentaire des Caraïbes à la Barbade, fin 2015.

Le CTA a soutenu la création d'une plateforme en ligne « Chefs pour le développement » afin de permettre aux chefs des pays ACP de partager leurs expériences et créer des liens avec les producteurs. Le CTA a également demandé à Robert Oliver et Tracey Berno de rechercher et rédiger une série d'études de cas sur des expériences réussies en matière d'agritourisme aux Fidji et à Samoa. Elles seront publiées dans *Chefs pour le développement – le Rôle des chefs dans le rapprochement entre l'agriculture et le tourisme dans les pays du Pacifique Sud* – en 2016. ■

ÉVALUATION ET RÉSULTATS DU CTA

En 2015, le CTA a fait l'objet d'une évaluation externe, commandée par la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO). « Cela est tombé à point nommé pour nous puisque cela a contribué à enrichir les discussions liées au Plan stratégique 2016-2020 », affirme Ibrahim Khadar, Chef de l'Unité apprentissage, suivi et évaluation.

© All rights reserved



L'évaluation comprenait une importante recherche documentaire, un programme d'entretien sur le terrain avec le personnel du CTA, et des entretiens téléphoniques avec plus de 100 partenaires. L'évaluation examinait en priorité la performance du CTA dans le cadre du Plan stratégique 2011-2015.

L'évaluation a mené son analyse selon les critères suivants : pertinence, efficacité, impact et durabilité. En ce qui concerne la pertinence, le CTA aurait eu du mal à faire mieux. L'évaluation a trouvé que le travail du CTA était « extrêmement

important » pour l'Accord de Cotonou (cadre de travail du CTA) entre les pays ACP et l'Union européenne. Elle a trouvé qu'une approche plus régionale, guidée par le nouveau plan d'action du CTA, ainsi que sa stratégie d'élargissement de son partenariat avaient permis à l'organisation de prendre de l'importance. L'évaluation a également constaté une amélioration de l'efficacité au sein du CTA en mentionnant, par exemple, l'évolution vers une diffusion électronique de la publication du magazine phare *Spore* ainsi que les formations

sur le Web 2.0 et les activités liées aux médias sociaux.

En ce qui concerne l'efficacité, l'évaluation en a donné une image positive et nuancée en citant un nombre d'activités dans lesquelles l'organisation s'était montrée plus efficace. L'impact est souvent difficile à mesurer mais en général, l'évaluation a trouvé que, sur la période du Plan stratégique 2011-2015, le CTA est devenu « une organisation plus efficace qui a le sens des valeurs ».

Le rapport a fourni quelques recommandations utiles dont le CTA se servira lors de la mise en œuvre de son nouveau plan stratégique. Dans leur conclusion, les évaluateurs ont souligné le « cheminement admirable du CTA vers le changement institutionnel et la réinvention » et ont encouragé l'organisation à faire preuve d'une plus grande ambition, notamment en développant sa capacité à fournir des interventions de grande envergure et plus ciblées. ■

BUDGET ET FINANCES

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET DE SUBVENTIONS 2015 : DÉCLARATION DES RECETTES ET DÉPENSES

SUBVENTION	BUDGET INITIAL (1)	BUDGET RÉVISÉ (2) (3)	DÉPENSES	REPORT DU BUDGET	BUDGET INEMPLOYÉ
Subvention de fonctionnement du FED					
Subvention de fonctionnement - Dépenses de personnel	4 990 000	4 990 000	4 978 235	0	11 765
Subvention de fonctionnement - Dépenses de fonctionnement	1 266 000	1 266 000	1 133 192	0	132 808
Total de la subvention de fonctionnement	6 256 000	6 256 000	6 111 427	0	144 573
Subvention à l'action du FED, première année					
Politiques, marchés et TIC	4 604 000	4 604 000	1 798 067	2 805 933	0
Gestion des connaissances et communication	3 182 584	3 182 584	1 784 300	1 398 284	0
Apprentissage, suivi et évaluation	367 000	367 000	87 297	279 703	0
Total de la subvention à l'action, première année	8 153 584	8 153 584	3 669 664	4 483 920	0
Subvention à l'action du FED, deuxième année					
Politiques, marchés et TIC	5 391 779	3 047 326	2 853 519	0	193 807
Gestion des connaissances et communication	3 921 294	1 684 063	1 564 719	0	119 344
Apprentissage, suivi et évaluation	490 068	281 277	282 028	0	-751
Total de la subvention à l'action, deuxième année	9 803 141	5 012 666	4 700 266	0	312 400
Autres subventions					
Programme de développement agricole intra-ACP de l'UE	2 100 000	738 484	532 169	206 315	0
Subventions non octroyées par le FED	3 384 628	372 867	70 851	302 016	0
Total des autres subventions	5 484 628	1 111 351	603 020	508 331	0

* Les chiffres non vérifiés sont préliminaires et susceptibles d'être ajustés après vérification

Notes :

- (1) Le budget des autres subventions contient le montant initial prévu
- (2) Le budget révisé de la subvention à l'action du FED, deuxième année est le budget de la subvention, moins les dépenses de l'année précédente
- (3) Le budget révisé des autres subventions est constitué des fonds reçus moins les dépenses de l'année précédente

ORGANISATION INTERNE ET PERSONNEL

Liste des membres du personnel en 2015

Direction

Michael Hailu, *Directeur*
Deborah Kleinbussink, *Assistante de direction/Secrétaire du Conseil d'administration*

Bureau de Bruxelles

Isolina Boto, *Responsable du bureau*
Angeles Salvador, *Assistante de projet (depuis le Centre à Wageningen)*

Programme Gestion des connaissances & Communication (KMC)

Thierry Doudet, *Chef de programme*
Stéphane Gambier, *Coord. de programme senior/Communication*
Paul Neate, *Coord. de programme senior/Communication*
Chris Addison, *Coord. de programme senior/Gestion des connaissances*
Krishan Bheenick, *Coord. de programme senior/Gestion des connaissances*
Thérèse Burke, *Coord. de programme/Marketing*
Murielle Vandreck, *Coord. de programme/Publications*
Thierry Lewyllie, *Coord. de programme/Web*
Anne Legroscolard, *Coord. de programme associée/Communication*
Bianca Beks, *Coord. de programme associée/Publications*
Mirjam Bos, *Assistante administrative*
Merche Rodriguez, *Assistante de projet*
Evelyne Kort-Nerincx, *Assistante administrative*
Gabriela Gonçalves Bahre, *Assistante traitement des données*
Husna Yagoub, *Assistante traitement des données*
Lidia Lamers, *Assistante traitement des données*

Programme Politiques, Marchés et TIC (PMI)

Lamon Rutten, *Chef de programme*
Judith Ann Francis, *Coord. de programme senior/Politiques S&T*
Giacomo Rambaldi, *Coord. de programme senior/TIC*
Youssef Camara, *Coord. de programme senior/Politiques Ag & CV*
Juan Cheaz, *Coord. de programme senior/Politiques Ag & CV*

Oluyede Ajayi, *Coord. de programme senior/Politiques DAR*
Vincent Fautrel, *Coord. de programme senior/Dév. filières Ag*
Ken Lohento, *Coord. de programme/TIC*
Benjamin Addom, *Coord. de programme/TIC*
Armelle Degrave, *Coord. de programme associée*
Marloes Pals, *Assistante de projet*
Marion van Boven, *Assistante de projet*
Emil Jejov, *Assistante de projet*
Caroline Andriessen, *Assistante de projet*
Carolina van Loenen, *Assistante de projet*

Unité Apprentissage, Suivi et Évaluation (LME)

Ibrahim Khadar, *Chef d'unité*
Tariqua Getachew Woldetsadick, *Coord. de programme associée*
Raya Dekkers, *Assistante administrative*
Annemiek Leuvenink, *Assistante de Projet*

Contrôle financier

Carmen Broeders, *Contrôleur financier*

Services généraux

Pascal Deleu, *Responsable/Ressources humaines, Chef des Services généraux (par intérim)*
Christine Webster, *Responsable senior/Achats et subventions*
Martijn Van der Burgt, *Responsable senior/Finances*
Christèle Coutureau, *Adjointe/Ressources humaines*
Julia Nijhof, *Assistante administrative/Ressources humaines*
Gema Fernandez-Albujar, *Assistante administrative*
Igor Biskupic, *Responsable informatique*
Louis Kolkman, *Technicien informatique*
Anastasia Armeni, *Chef comptable*
Serge Adolph, *Assistant comptable fournisseurs*
Marco Van Maurik, *Assistant comptable fournisseurs*
Benjamin Moy, *Assistant administratif*
Adrianus Biemans, *Huissier*
Thomas Mendo-Essiane, *Messager/Chauffeur*
Manuela van Betuw, *Réceptionniste*

Membres du personnel rattachés à des projets

Yihenew Zewdie Lemma, *Conseiller technique senior/Politiques & marchés*

Samson Vilvil Fare, *Coord. de programme associé/Politiques DAR*
Antonella Piccolella, *Assoc. de programme junior/SIGP*
Nawsheen Hosenally, *Assoc. de programme Junior/ICT4Ag*
Alberto Pallecchi, *Assoc. de programme junior/Web 2.0 & Médias sociaux*
Minielle Tall, *Coord. de programme associée/Médias & communication*
Marion Girard Cisneros, *Coord. de programme associée/Gestion du contenu Web*
Isaura Lopes Ramos, *Assoc. de Programme junior/Gestion des connaissances*
Mikaïla Issa Abramane, *Assoc. de Programme Junior/Médias sociaux*
Eva Huet, *Assoc. de Programme junior/LME*
Silvana Summa, *Assoc. junior de Coord./Intranet*
Lebo Mofolo, *Assoc. de programme junior/Briefings sur le développement*

Stagiaires

Ana Brindusescu, Mikaïla Issa Abramane, Laureene Reeves Ndagire, Jean-Claude Nduwimana, Eva Huet, Hermann Tossou, Tobias Hiemstra, Romain Leyh, Jouaïryatou Wague, Kellie Koo, Israel Biony, Yentyl Williams, Manongi Masham, Mariana Alina Moglan.
Membres du personnel ayant quitté le CTA en 2015
Elisabeth Carrio, *Contrôleur financier par intérim (fin mars)*
Juma Lumumba, *Responsable informatique (mi-mars)*
Ellen Mulder, *Assistante de projet (fin avril)*
Minielle Tall, *Coord. de programme associée/Médias & communication (fin août)*
Thérèse Burke, *Coord. de programme/Marketing (mi-septembre)*
Alberto Pallecchi, *Assoc. de programme junior/Web 2.0 & médias sociaux (fin septembre)*
Youssef Camara, *Coord. de programme senior/Politiques Ag & CV (début octobre)*
Nawsheen Hosenally, *Assoc. de programme junior/ICT4Ag (mi-novembre)*
Lidia Lamers, *Assistante traitement des données (fin décembre)*

TÉMOIGNAGES

« Nous, peuple Massaï de Tanzanie, sommes désormais connectés grâce à votre formation du CTA sur le Web 2.0. À l'approche des élections, les nouvelles sont maintenant diffusées via les médias sociaux, et nous sommes particulièrement heureux d'avoir acquis ces connaissances. Pour tout cela, nous remercions le CTA ».

Mosses Ndiyaine, Tanzanie

« Je voudrais exprimer ma reconnaissance la plus sincère au CTA pour toutes les excellentes publications que vous m'envoyez. Vos publications ont été extrêmement utiles pour ma communauté et moi-même. Cette année, j'ai décidé de mettre en pratique ce qu'elles m'ont appris. J'ai décidé de créer une pépinière où j'ai commencé à faire pousser de jeunes plants de manguiers, bananiers, acajous, goyaviers, palmiers dattiers, *Vernonia*, moringa et papayer. J'ai également établi une petite exploitation de moringa pour le traitement de ses feuilles et graines. Au fil du temps, tous ces plants seront distribués aux membres de ma communauté. Ils les replanteront alors, afin de réduire les effets de la désertification, de la sécheresse, du chômage, du réchauffement climatique etc... J'espère que vous continuerez à soutenir les peuples les moins privilégiés, en particulier dans les pays ACP. Merci ».

Bima S. Umar

« Je vous remercie de nous avoir invités à participer à l'atelier PIURN qui s'est récemment tenu à Nadi, sur le thème « Améliorer les résultats en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle – Quel rôle pour les universités du Pacifique ? » Nous avons vraiment apprécié cet atelier passionnant. Il a suscité un grand intérêt pour les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En fait, notre groupe de PNG cherche désormais à mettre en application ce que nous avons appris (...). À l'Université des ressources naturelles et de l'environnement de PNG, nous préparons actuellement l'établissement d'un Centre de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui gèrera notre programme d'études supérieures tant attendu. Cette idée est entièrement soutenue par la direction (le vice-recteur). Ce programme nous permettra d'aller de l'avant ».

Dr. Aisak Pue, Papouasie-Nouvelle-Guinée

« Grâce au soutien financier du CTA, j'ai participé, en mars 2015, à la formation en ligne intitulée « Collaboration innovante pour le développement », qui a été développée conjointement par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (INUFR), la FAO et le CTA. Le CTA offre cette possibilité aux futurs formateurs sur le Web 2.0 et les médias sociaux dans le but de renforcer les capacités internes des organismes d'accueil, afin de garantir l'adoption et la reproduction de ce programme. En fait, cette formation m'a permis d'approfondir mes connaissances du Web 2.0 et des médias sociaux et de pouvoir ainsi les utiliser de manière plus efficace. Cette expérience a véritablement changé ma vie ! J'espère que de nombreux jeunes des pays en développement saisiront cette chance de pouvoir suivre des formations extraordinaires qui changent la vie. Et si vous n'êtes toujours pas convaincus, je suis là pour en témoigner : grâce à la formation au Web 2.0 et aux médias sociaux, je suis devenu le directeur adjoint des relations publiques de mon établissement. Je suis certain que ces formations peuvent également vous aider à réaliser votre potentiel professionnel ».

Mohamed Muse Hassan, Université SIMAD, Somalie

« Je suis très content de lire votre publication *Spore* 171 qui traite de l'environnement et du genre au Sud. L'ouvrage nous conforte dans nos idées car nous avons constaté que la femme n'est pas impliquée dans la politique de l'environnement. Nous avons donc impliqué la femme dans la promotion de la paix et de l'environnement en formant les femmes à produire des arbres pour améliorer l'agriculture et ainsi lutter contre la perturbation climatique. Le renouvellement des ressources naturelles est donc assuré. L'accent sera mis davantage sur la production agricole pour permettre à la femme de lutter contre l'insécurité alimentaire. Notre appui pour ces femmes est indispensable dans la sauvegarde de l'environnement. »

Herman Matabaro, Sud Kivu, RDC

Février

Le CTA et le Conseil céréaliier est-africain (EAGC) lancent un projet pour améliorer le commerce céréaliier structuré en Afrique de l'Est. Parmi les nouveautés du projet figurent l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le commerce grâce au Réseau d'information régional sur le commerce céréaliier de l'EAGC, l'inauguration de la première plateforme d'information régionale sur les céréales alimentaires, et le développement d'une plateforme de formation en ligne sur le commerce céréaliier. Le projet offre également des bourses pour l'étude du commerce structuré en vue d'améliorer les connaissances et les compétences dans la région.

Mars

Le CTA présente la modélisation participative en 3D (P3DM) lors d'une réunion d'information organisée par Drone-Solutions (Agence spatiale européenne, ASE) au profit d'une délégation de l'Agence nigérienne de la Grande muraille verte.

Mai

Le CTA est récompensé lors du prestigieux Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Le Centre l'emporte dans la catégorie cyberagriculture, grâce à son programme ARDYIS (Agriculture, développement rural et jeunesse dans la société de l'information) centré sur les jeunes et les TIC. Il s'agit du troisième prix SMSI décerné au CTA.

Juillet

En collaboration avec PIPSO et le SPC, le CTA organise le Forum agrobusiness : *Lier le secteur agroalimentaire aux marchés associés au tourisme* aux Fidji. Durant trois jours, cet événement tente d'explorer les opportunités d'accroissement des revenus ruraux et d'amélioration de la santé au niveau local, en liant les activités agricoles au secteur touristique.

Juillet

L'Agence spatiale néerlandaise (NSO) octroie des subventions à un consortium dirigé par le CTA dans l'objectif d'améliorer la maîtrise des TIC ainsi que les services de vulgarisation en Ouganda. Le projet MUIIS (Service d'information dirigé par le marché, opéré par les utilisateurs et rendu possible par le programme ICT4Ag) mis en œuvre pour la période 2015-2018, utilise des données générées par satellite en vue d'améliorer les perspectives de production et de commercialisation des producteurs actifs dans trois chaînes de valeur : le maïs, le soja et le sésame.

Juillet

Le CTA se voit attribuer le statut d'organisation intergouvernementale lors de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ce nouveau statut permettra d'améliorer la visibilité du Centre dans les processus politiques mondiaux relatifs aux changements climatiques et lui donnera certainement plus de poids dans ses efforts pour valoriser l'agriculture dans les négociations sur le changement climatique.

Août

Le CTA publie le bulletin *ICT Update – Au-delà des téléphones portables*, qui traite de divers moyens de communication tels que la radio et les supports imprimés, utilisés conjointement avec la téléphonie mobile. Le numéro aborde également les utilisations potentielles des TIC en matière de gestion des connaissances, à des fins de recherche et de vulgarisation.

TEMPS FORTS 2015

Septembre

Le CTA publie *Web 2.0 et médias sociaux : ces outils qui changent la vie des acteurs du développement agricole*. À travers 18 études de cas issues des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, cet ouvrage montre de quelle manière le Web 2.0 et les réseaux sociaux contribuent à améliorer le dialogue politique et les actions de sensibilisation, à développer le commerce, et à fournir de meilleurs services d'information.

Décembre

Le CTA participe à l'organisation de la première édition africaine du Forum mondial pour les innovations dans l'agriculture (GFIA Afrique). Le forum explore l'immense potentiel du continent africain pour exploiter les sciences, les technologies, et les innovations susceptibles de révolutionner la production et le commerce agricoles.

Octobre-décembre

Le CTA organise 13 colloques nationaux sur le thème du lien entre agriculture et nutrition dans 8 pays africains (Cameroun, Ghana, Mali, Malawi, RDC, Rwanda, Soudan et Zambie), 2 pays du Pacifique (Kiribati et Samoa) et 3 pays des Caraïbes (Haïti, Sainte-Lucie et Suriname).

TEMPS FORTS 2015

Décembre

Durant la COP21, le CTA et le programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) organisent conjointement une session intitulée *Développer des pratiques innovantes pour une agriculture intelligente face au climat en Afrique*. La session présente des technologies pratiques et durables qui permettent aux petits producteurs de lutter contre les effets du changement climatique, ainsi que des outils, des politiques et des mécanismes de financement susceptibles de promouvoir cette approche.

Novembre

Le CTA organise, en collaboration avec ses partenaires, le Forum agroalimentaire Caraïbes-Pacifique, à la Barbade, sur le thème du renforcement des partenariats public-privé. L'événement identifie une série de défis essentiels et de solutions innovantes dans le cadre d'une campagne continue visant à faire bénéficier les communautés rurales du potentiel important qu'offre l'adoption d'une approche agroindustrielle dans les communautés insulaires.

Décembre

Le nouveau site Internet de *Spore* est lancé. Plus interactif, il vise à mettre en lumière les innovations qui ont lieu pour transformer l'agriculture en un moteur de croissance inclusive. Le site propose de nouvelles sections consacrées notamment à la santé, la nutrition ou encore l'économie bleue, une revue de presse, des interviews de haut niveau, des rubriques régionales, et une section opinion (spore.cta.int).



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)

est une institution internationale conjointe des Etats du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.



> Pour plus d'informations sur le CTA, visitez : www.cta.int





**Centre Technique de Coopération Agricole
et Rurale ACP-UE (CTA)**

*P.O. Box 380 - 6700 AJ Wageningen,
Pays-Bas - www.cta.int*

